



GESTION DE TRÉSORERIE ET PERFORMANCE DES INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉES EN GUINÉE : ANALYSE DES ENJEUX FINANCIERS ET STRATÉGIQUES

Dr Mamady Yaya CISSÉ¹, Dr Makolo KPOGHOMOU², Dr Aminou LAWANI³

¹Enseignants-chercheurs, Laboratoire des Sciences de Gestion du Pr Ahmadou Oury Koré BAH, Université Général Lansana CONTÉ de Sonfonia - Conakry, Guinée

Abstract

La gestion de trésorerie est une fonction financière qui connaît une évolution ces dernières années. Le trésorier mis devant le fait accompli a les choix organisationnels par rapport au niveau de décentralisation au sein des groupes, contraintes techniques, juridiques et fiscales. (Evelyne Poincelot et Philippe Desbrières, 2015). La mauvaise gestion de trésorerie est une des questions centrales qui secoue l'enseignement supérieur privé en Guinée. Bien que des efforts soient constatés en matière d'équilibre budgétaire, la couverture des charges de fonctionnement et d'investissement reste encore à désirer. Généralement ce sont des postes budgétaires des activités pédagogiques et de recherche qui sont affectées. Cette étude vise à analyser les enjeux financiers et stratégiques de gestion de trésorerie des Institutions d'Enseignement Supérieur (IES) privées en Guinée, afin de relever les anomalies, élucider cette notion et son importance dans l'atteinte de leur performance, et de proposer des solutions pour leur développement. Nous avons mené une enquête entre novembre et décembre 2025 auprès des cadres des IES privées, des étudiants et leurs parents, suivant des fiches préalablement établies. Les résultats de cette étude démontrent que les IES privées doivent diversifier leurs sources de financement basé sur les résultats, pour garantir une gestion saine et performante des ressources de leurs actions pédagogiques.

Keywords

Institution, Enseignement Supérieur, Trésorerie, Performance, Gestion

Introduction

Les IES privées en Guinée sont des établissements à caractère scientifique et professionnel, placées sous la tutelle du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI). Elles sont dotées de la personnalité morale, d'un patrimoine propre et de l'autonomie de gestion de leurs moyens conformément à la législation et à la réglementation en vigueur. Chaque IES privée est soumise à une supervision stricte par une autorité, afin de vérifier son bon fonctionnement à travers sa solidité financière par rapport aux risques liés à ses opérations (risques de crédit, de dépenses, et surtout de liquidité...). Car, dans un contexte de conjoncture économique, la mauvaise gestion des ressources financières d'une IES privée peut entraîner sa faillite, voire sa fermeture, comme ce fut le cas de plusieurs d'entre elles en Guinée, à cause de la mauvaise gestion de leur trésorerie.

Or, les organisations comme les IES privées, sont habilitées à réaliser des services d'investissement et de production de richesses pour soutenir leur stabilité financière et leur croissance

économique. Dans la quête d'une gestion saine de leur bilan et d'un développement de leur chiffre d'affaires, les IES privées sont appelées à se soumettre aux principes de bonne gestion de trésorerie et à réduire leurs coûts de fonctionnement, afin d'améliorer leurs bénéfices attendus par des actionnaires à travers des dividendes.

Selon Michel Laurent et Michel Guillon (2004), dans une entreprise bien gérée, trois catégories d'ordonnateurs peuvent être présentes : l'ordonnateur principal est le Président ou le Directeur de l'entreprise ; les ordonnateurs secondaires peuvent être de droit ou désignés ; et les ordonnateurs délégués. Seul le Président, en sa qualité d'ordonnateur principal, est compétent pour assurer l'exécution du budget d'une entreprise. Il peut donc valablement procéder à toutes les opérations d'exécution des recettes et des dépenses afférentes au budget de l'entreprise.

Contrairement à ce principe de gestion, les IES privées en Guinée sont soumis au dictat des propriétaires-dirigeants. Appelés Fondateurs, ces propriétaires-dirigeants sont les seuls ordonnateurs de dépenses et gestionnaires des recettes de leurs établissements. Ils contrôlent tous les domaines d'activités : la gestion administrative, budgétaire, financière et comptable ; la gestion des fournisseurs ; le management des ressources humaines ; la paie du personnel. Ils ont aussi un œil vigilant sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, la comptabilité des matières, la scolarité et les affaires sociales. Il n'y a pas un seul domaine qui échappe à leur contrôle. Ce qui met les autorités universitaires hors-jeu de la gestion de trésorerie.

Les IES privées en Guinée souffrent donc de ce dysfonctionnement, à cause de la faiblesse des mécanismes de contrôle interne et de gouvernance devant garantir une utilisation efficiente des ressources, ainsi que d'une insuffisance d'outils de gestion efficace. Ce qui est, selon Michel Laurent et Michel Guillon (2004), à la base d'un pilotage à vue, d'un manque d'allocation stratégique des ressources financières, et d'une absence de visibilité sur un éventuel déficit budgétaire, donc de problèmes de trésorerie.

Selon le Bureau de Stratégie et de Développement du MESRSI, de 1962 à 2024, il existait 38 IES en Guinée, dont 21 privées. Et sur les 21 IES privées en Guinée, 17 n'ont pas de laboratoires de recherche, à cause de mauvaise utilisation des ressources mobilisées pour leur bon fonctionnement. Nombreuses sont celles qui ont fini par fermer portes et fenêtres à cause de cette mauvaise gestion de leur trésorerie, dont les facteurs perturbateurs sont des conséquences, allant de la baisse de rentabilité à l'absence de la création de valeur, en passant par la fuite des opportunités de gains et le recourt à des emprunts à taux d'intérêts élevés.

Pour limiter ces difficultés auxquelles sont confrontées les IES privées, nous trouvons nécessaire de nous poser la question de recherche suivante : quel est l'impact de la bonne gestion de trésorerie sur la rentabilité et la liquidité des IES privées en Guinée ? De manière spécifique, la gestion de trésorerie des IES privées en Guinée est-elle optimale ? D'une manière générale, nous estimons que la bonne gestion de la trésorerie peut avoir un effet sur la rentabilité et la liquidité des IES privées en Guinée. Spécifiquement, cette gestion n'est pas optimale, ce qui a un effet négatif sur leur performance économique.

Pour bien analyser ce sujet d'étude, nous proposons une introduction, une revue de littérature, un cadre méthodologique de recherche, une analyse et une discussion des résultats. Nous terminons par une conclusion, avant de donner une référence bibliographique.

1. Revue de littérature

Certains auteurs ont fait des études qui facilitent la compréhension du rôle des organisations dans la régulation monétaire, le contrôle de gestion, la stabilité financière et la gestion de la trésorerie dans l'économie. Ces études soulignent par exemple l'importance de la bonne gestion de trésorerie d'une entreprise en tant que moteur de croissance de son économie. Il en est de même pour les IES privées en Guinée considérées comme des entreprises en mesure de bien gérer leur trésorerie dans l'atteinte de leur performance économique.

1.1. Régulation monétaire, contrôle de gestion et stabilité financière des organisations

Les travaux de Hayek F. A (1976), mettent en lumière le rôle essentiel des entreprises dans la stabilité financière et la régulation monétaire. L'auteur souligne l'importance de la stabilité financière et la régulation monétaire. Ses études antérieures confirment le caractère fondamental du bon fonctionnement des entreprises modernes, pour la circulation et la création de la richesse. L'essentiel pour lui est d'aider

chaque acteur du système financier à la bonne gestion de sa trésorerie pour un développement harmonieux de ses activités.

Dans une IES privée en plein exercice, les collaborateurs du trésorier (enseignants-chercheurs, chefs de Départements, Doyens de Facultés, administrateurs, agent comptable, Directeur financier, contrôleur financier, techniciens de laboratoires, et autres salariés) sont les premiers demandeurs d'informations et d'indicateurs sur l'état et l'évolution de la vie et des projets de l'établissement, notamment les données financières lesquelles, selon Michel Laurent et Michel Guillon (2004), constituent le fondamental le plus sollicité par les collaborateurs pour être éclairés sur les enjeux et les choix stratégiques de développement de l'entreprise.

Or, les IES privées en Guinée sont souvent limitées dans leur fonctionnement à l'exercice des seules missions qui leur sont fixées, à savoir l'enseignement supérieur, la recherche scientifique, l'innovation, la coopération inter-universitaire, et les services à la communauté. Elles ne sont pas soumises à un contrôle rigoureux de gestion à cause de l'ingérence du propriétaire-dirigeant dans la gestion.

Or, selon Yao Messah Kounetsron (2016), le contrôle de gestion est un processus articulé autour de deux phases essentielles : la planification de court terme qui débouche sur les budgets et le suivi des réalisations mettant en exergue des écarts suite à la comparaison entre prévisions et réalisations. Pour Cohen, L., et Manion, L. (1997), le contrôle de gestion est un processus en trois phases : la phase de planification, pour définir les objectifs de l'organisation ; la phase de pilotage, pour le suivi évaluation par un système d'information sur l'acquisition et l'utilisation des ressources afin de déterminer des résultats ou contribution de chaque composant de l'organisation ; et la phase de contrôle par rapport aux objectifs de résultat fixés aux différents responsables de l'organisation. A cela s'ajoute un contrôle financier interne qui assure la conformité des dépenses aux lignes budgétaires et aux besoins réels de l'organisation.

En tenant compte de la spécificité des services, le contrôle doit permettre une évaluation des ressources consommées, une évaluation des réalisations et une comparaison avec les meilleures pratiques (Gervais, 1997). Cela revient à déterminer les coûts et identifier les causes des consommations de ressources afin de les suivre dans des tableaux de bord, faire un lien entre la qualité des prestations et les moyens mis en œuvre. (Cohen, L., et Manion, L., 1997).

1.2. Gestion de trésorerie des organisations

Nombreux sont les auteurs qui ont apporté différentes perspectives pour une gestion efficace de la trésorerie des organisations. La gestion efficace de la trésorerie est primordiale pour assurer la viabilité et la capacité des organisations à honorer leurs engagements, en tenant compte des facteurs internes et externes. La trésorerie, c'est l'argent disponible sur le compte bancaire d'une entreprise, une fois les recettes encaissées et les dépenses payées. Elle est excédentaire ou positive quand les recettes dépassent les dépenses et le solde du compte bancaire est créditeur. (Brealey, R.A., Myers, S. C., Allen, F, 2011).

Selon Lawrence J. Gitman, Chad J. Zutter (2016), la trésorerie fait référence aux liquidités disponibles d'une entreprise, telles que les fonds en caisse et les placements à court terme. Pour Zvi Bodie, Robert C. Merton (1998), la gestion de trésorerie permet d'assurer la liquidité de l'entreprise, de minimiser les coûts liés à l'excès de trésorerie et à la rareté de trésorerie, et d'optimiser les investissements à court terme. De même pour Kieschnick et Moussawi (2007), la gestion de trésorerie permet de réduire les risques de liquidité, d'améliorer la rentabilité de l'entreprise en utilisant efficacement ses ressources financières et de maintenir une position financière solide. La gestion de trésorerie joue un rôle crucial dans la survie et la croissance des entreprises en assurant un équilibre optimal entre les actifs liquides et les besoins de financement à court terme. (M. Deloof et M. Jegers, 1999).

Le calcul de la trésorerie d'une entreprise se fait en soustrayant les dettes à court terme et les charges à payer du montant des liquidités disponibles et des créances à court terme. Cette méthode permet d'obtenir une vision précise de la trésorerie disponible de l'entreprise à un moment donné. (Carr, C. T., et Hayes, R. A, 2015). La nécessité d'avoir une bonne gestion de trésorerie pour contrôler les risques de liquidité a été mise en avant par Joseph E. Stiglitz et Gerald M. Meier (2001). Il met en évidence le rôle essentiel que jouent les trésoriers dans l'économie en tant qu'acteurs clés de la transformation des échéances et de la circulation des ressources financières.

Joseph E. Stiglitz et Gerald M. Meier (2001), proposent diverses solutions théoriques pour optimiser la gestion de trésorerie, en trouvant le juste équilibre entre la solvabilité et la rentabilité. Il est crucial, selon lui, de ne pas immobiliser des fonds inutilement dans des actifs liquides non rentables, tout en assurant la sécurité financière de l'entreprise par une gestion adéquate des liquidités. John T. Martin, (1998), souligne l'impact positif d'une gestion efficace des liquidités sur la santé financière globale de

l'entreprise. Il insiste sur la nécessité d'optimiser les flux monétaires et de maintenir un équilibre adéquat entre actifs liquides et placements à court terme.

Les prévisions de trésorerie et le choix judicieux des sources de financement constituent des aspects cruciaux pour la gestion de trésorerie d'une entreprise. Les décisions de financement à court terme sur la liquidité de l'entreprise ont aussi un impact sur l'efficacité de la gestion de trésorerie. La gestion de trésorerie comporte des risques et défis spécifiques auxquels les entreprises peuvent être confrontées. Elles ont donc besoin des stratégies pour atténuer ces risques et renforcer leur résilience financière. (Van Deventer et Donald R, 2010). La gestion de trésorerie vise donc à faire des prévisions des flux financiers et monétaires dans le but de contrôler des disponibilités, pour éviter une faillite de l'organisation, assurer sa performance économique et financière. C'est dans ce contexte que la trésorerie est devenue l'un des pôles stratégiques de la structure d'une organisation dans la mesure où elle oriente la répartition et l'affectation des ressources.

Le principal outil de gestion d'une trésorerie est le budget prévisionnel. Le trésorier se sert de ce guide indispensable pour anticiper les mouvements financiers. La vision étant d'assurer l'équilibre des objectifs fixés et de mesurer les écarts entre les prévisions et la réalité. (Pascal H. Dannon et Frédéric Lobez, 2014). La bonne gestion de trésorerie est désormais basée sur la réduction du risque opérationnel en adoptant la technologie de gestion de trésorerie. Cette nouvelle tendance vise à optimiser son efficacité, se protéger contre les pertes, appliquer les standards sécuritaires, de conformité et d'efficacité, pour mieux gérer ses flux de trésorerie et respecter les obligations.

La gestion de la trésorerie est donc essentielle pour assurer la stabilité financière et la pérennité d'une entreprise. Le trésorier est responsable de la sécurité et de la gestion des engagements financiers et économiques de l'entreprise. Il assure sa solvabilité et veille à garantir la disponibilité de liquidités pour financer les projets et répondre aux besoins de l'entreprise, en assurant un contrôle efficace des flux financiers.

1.3. Synthèse des travaux

Certains auteurs comme Melyan Mendy (2021), missent sur la contribution des étudiants au financement de leur formation. Car selon eux, les établissements d'enseignement sont caractérisés par les apprenants qui y sont formés, les enseignants dont ils disposent, les méthodes et processus pédagogiques appliqués et enfin leurs notoriété et image. (Vulliez, 1997). La bonne gestion consistera à combiner ces caractéristiques pour atteindre les objectifs de performance. Cette gouvernance universitaire doit être basée sur le dialogue entre toutes les parties prenantes dans une gestion transparente et rigoureuse des ressources dont disposent les IES concernées, afin de garantir une synergie entre les acteurs. (Mvé-Ondo, 2012).

La contractualisation des performances comme mécanisme de gouvernance et outil de financement des actions pédagogiques, est une autre solution envisagée par Abate (2000), dans le but de responsabiliser tous les acteurs sur les résultats de performance et sur la gestion des ressources disponibles. La bonne gestion comptable d'une Institution de formation est un autre facteur déterminant de la gestion de trésorerie. Pour Yao Messah Kounetsron (2016), il s'agit du suivi des coûts de revient en comptabilité analytique, l'incidence des projets sur les charges et produits, la mesure des contributions aux résultats, donc de façon générale le suivi comptable de la formation.

Mais, à cause de la gestion autoritaire des propriétaires-dirigeants, les gestionnaires des IES privées en Guinée ne maîtrisent pas souvent les coûts relatifs aux activités pédagogiques, à savoir les dépenses de paiement des vacations et des charges administratives. Or, selon Nadège Bouquin (1997), pour que les IES soient compétitives les gestionnaires doivent connaître ces coûts afin de leur permettre de procéder à un ajustement des tarifs proposés, de connaître les seuils de rentabilité et de mesurer la rentabilité des activités pédagogiques et de recherche, génératrices de revenus.

En effet, le contrôle de gestion des IES privées de Guinée est centralisé au niveau des propriétaires-dirigeants. Les Rectorats, les Facultés, les Départements et les Directions de programmes ne sont pas responsabilisés dans leur gestion comptable. Les activités pédagogiques, de recherche, logistique, de communication et de gestion des ressources humaines sont centralisées à un seul niveau. Alors que les IES privées doivent veiller à l'adoption de nouveaux outils de gestion en faveur d'une redistribution plus équitable des ressources disponibles entre les différents services, pour une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières, et pour obtenir une efficacité de la dépense au niveau de la trésorerie.

2. Méthodologie de la recherche

Dans cette partie, nous précisons le choix du modèle d'analyse de la gestion de trésorerie des IES privées en Guinée que nous présentons en détail en plus des variables et tests y affaissant. Compte tenu du caractère existentiel des données d'enquête du terrain, nous inscrivons notre recherche dans la démarche hypothético-déductive de type quantitative. A partir de là, nous formulons des hypothèses afin d'en déduire des conséquences observables futures en prédiction. Nous avons aussi fait un test khi-deux pour comparer les fréquences des groupes de données afin d'inférer une relation entre eux. (X et Y) (Ex : les réponses - oui ou non - à la question de l'exercice SPSS). Ce qui permet de rejeter ou non l'hypothèse nulle, à partir des hypothèses statistiques (Ho et H1).

3. Présentation des données

Dans cette étude nous analysons la gestion de la trésorerie des IES privées en Guinée, pour comprendre comment elles optimisent leur trésorerie et voir dans quelles mesures elles assurent leur solidité financière. Nous avons mené une enquête auprès des IES privées du pays, afin d'en savoir sur leur trésorerie et les outils de gestion de leur trésorerie.

3.1. Résultats et Test des hypothèses

3.1.1. Relation entre la pratique de gestion de trésorerie et la performance financière

Il s'agit de voir s'il a un lien entre le fait de pratiquer une bonne gestion de trésorerie et la performance financière

Tableau 1 : le test de khi deux entre la pratique de gestion de trésorerie et la performance financière

Pratiques de gestion de trésorerie	Performance financière					
			Meilleure pratique	Performance acceptable	Mauvaise performance	Total
	Meilleure pratique	eff.	213	136	21	370
		%	57,57	36,76	5,68	100
	Pratique gestion acceptable	eff.	24	24	31	79
		%	30,38	30,38	39,24	100
	Mauvaise pratique	eff.	12	5	19	36
		%	33,33	13,89	52,78	100
	Total	eff.	249	165	71	485
		%	51,34	34,02	14,64	100
	Pearson chi2(4)=105,9768		P-valu=0,00			

L'analyse des données du tableau 1 montre que la plupart des Institutions d'Enseignement Supérieur privées en Guinée qui ont une bonne pratique de gestion de trésorerie ont une meilleure performance financière.

L'application au test de khi deux ($X^2 = 105,98$) montre qu'il existe une relation entre la pratique de gestion de trésorerie et la performance financière. La p-value de contingence ($C = 0,00$) montre que cette relation est forte.

3.1.2. Relation entre la pratique de gestion de trésorerie et la performance non financière

IL est important de voir s'il existe une relation entre la pratique de gestion de trésorerie et la performance non financière

Tableau 2 : le test de khi deux entre la pratique de gestion de trésorerie et la performance non financière

Tableau 2.16 Le test de chi2 d'un écart entre la pratique de gestion de trésorerie et la performance non financière						
Performance non financière						
			Meilleure performance non financière	Performanance financière acceptable non	Mauvaise performance non financière	Total
Pratiques de gestion de trésorerie	Meilleure pratique	eff.	211	138	21	370
		%	57,03	37,3	5,68	100
	Pratique gestion acceptable	eff.	23	25	31	79
		%	29,11	31,65	39,24	100
	Mauvais e pratique	eff.	12	5	19	36
		%	33,33	13,89	52,78	100
	Total	eff.	246	168	71	485
		%	50,72	34,64	14,64	100
Pearson chi2(4)=106,4895			Pr=0,00			

Les données du tableau 2 montrent que les enseignants qui ont pratiqué une bonne gestion de trésorerie ont obtenu de bonne performance non financière.

L'application au test de khi deux ($X^2 = 106,49$) montre qu'il existe un lien entre le fait de pratiquer une bonne gestion de trésorerie et une bonne performance non financière.

Le p-value ($C = 0,00$) montre que ce lien est fort.

4. Méthodologie

Analyse factorielle multiple des correspondances (AFCM)

4.1. Codages de variables qualitatives

Tableau disjonctif complet

$$X_{(k)}(i) = \begin{cases} 1 & \text{si } X(i) = \chi_k, \\ 0 & \text{sinon} \end{cases}$$

Où i est un individu quelconque et χ_k , est la k -ième modalité de X . On notera n_k l'effectif de χ_k .

On appelle matrice des indicatrices des modalités de X , et l'on notera X , la matrice $n \times c$ de terme général :

$$x_i^k = X_{(k)}(i)$$

On vérifie :

$$\sum_{k=1}^c x_i^k = 1, \forall i \text{ et } \sum_{i=1}^n x_i^k = n_k$$

Considérons maintenant p variables qualitatives $X^1, \dots, X^p$. On note c_j le nombre de modalités de X^j , $c = \sum_{j=1}^p c_j$ et X_j la matrice des indicatrices de X^j .

On appelle alors tableau disjonctif complet la matrice X , $n \times c$, obtenue par concaténation des matrices X_j :

$$X = [X_1 | \dots | X_p]$$

X vérifie :

$$\sum_{k=1}^c x_i^k = p, \forall i \text{ et } \sum_{i=1}^n \sum_{k=1}^c x_i^k = np$$

D'autre part, la somme des éléments d'une colonne de X est égale à l'effectif marginal de la modalité de la variable X^j correspondant à cette colonne.

Tableau de Burt

On observe toujours p variables qualitatives sur un ensemble de n individus. On appelle tableau de Burt la matrice $\mathcal{B}$, $c \times c$, définie par :

$$\mathcal{B} = X'X.$$

On peut écrire $\mathcal{B} = [\mathcal{B}_{jl}] (j = 1, \dots, p; l = 1, \dots, p)$; chaque bloc $\mathcal{B}_{jl}$, de dimension $c_j \times c_l$, est défini par :

$$\mathcal{B}_{jl} = X_j' X_l.$$

Si $j \neq l$, $\mathcal{B}_{jl}$ est la table de contingence obtenue par croisement des variables X^j en lignes et X^l en colonnes. Si $j = l$, le bloc diagonal $\mathcal{B}_{jj}$ est lui-même une matrice diagonale vérifiant :

$$\mathcal{B}_{jj} = \text{diag}(n_1^j, \dots, n_{c_j}^j).$$

La matrice $\mathcal{B}$ est symétrique, d'effectifs marginaux $n_l^j p$ et d'effectif total np^2 .

4.2. Analyse Factorielle des Correspondances Multiple**Définition**

On considère maintenant p variables qualitatives ($p \geq 3$) notées $\{X^j; j = 1, \dots, p\}$, possédant respectivement c_j modalités, avec $c = \sum_{j=1}^p c_j$. On suppose que ces variables sont observées sur les mêmes n individus, chacun affecté du poids $1/n$.

Soit $X = [X_1 | \dots | X_p]$ le tableau disjonctif complet des observations (X est $n \times c$) et $\mathcal{B} = X'X$ le tableau de Burt correspondant ($\mathcal{B}$ est carré d'ordre c , symétrique).

On appelle Analyse Factorielle des Correspondances Multiple (AFCM) des variables $((X^1, \dots, X^p)$ relativement à l'échantillon considéré, l'AFC réalisée soit sur la matrice X soit sur la matrice $\mathcal{B}$.

On note $n_k^j (1 \leq j \leq p, 1 \leq k \leq c_j)$ l'effectif de la k -ième modalité de X^j , $D_j = \frac{1}{n} \text{diag}(n_1^j, \dots, n_{c_j}^j)$ et $\Delta = \text{diag}(D_1, \dots, D_p)$ (Δ est carrée d'ordre c et diagonale).

AFC du tableau disjonctif complet

Comme dans le cas $p = 2$, on reprend les notations de l'AFC classique en les surlignant. On obtient ainsi :

$$\begin{aligned} \bar{T} &= X; \\ \bar{D}_r &= \frac{1}{n} I_n; \\ \bar{D}_c &= \frac{1}{p} \Delta; \\ \bar{A} &= \frac{1}{p} X'; \\ \bar{B} &= \frac{1}{n} X \Delta^{-1}. \end{aligned}$$

ACP des profils-lignes

L'ACP des profils-lignes issue de l'AFC réalisée sur le tableau disjonctif complet de p variables qualitatives conduit à l'analyse spectrale de la matrice $\bar{D}_c^{-1}$ symétrique et positive :

$$\bar{A} \bar{B} = \frac{1}{np} \mathcal{B} \Delta^{-1}.$$

Il y a m ($m \leq c - p$) valeurs propres notées μ_k , ($0 \leq \mu_k \leq 1$) rangées dans la matrice diagonale M .

La matrice des vecteur propre $\bar{D}_c^{-1}$ orthonormés associés se décompose en blocs de la façon suivante :

$$\bar{V} = \begin{bmatrix} V_1 \\ \vdots \\ V_p \end{bmatrix};$$

Chaque bloc V_j est de dimension $c_j \times m$.

La matrice des composantes principales s'écrit :

$$\bar{C}_r = \sum_{j=1}^p X_j D_j^{-1} V_j.$$

Comme dans le cas $p = 2$, la matrice des composantes principales permet de réaliser une représentation graphique des individus dans laquelle chacun apparaît, à un facteur près, comme le barycentre des p modalités qu'il a présentées.

Remarque. — La généralisation au cas $p > 2$ restreint les propriétés. Ainsi, les vecteurs des blocs V_j ne sont pas les vecteurs propres $\bar{D}_r^{-1}$ orthonormés d'une matrice connue.

ACP des profils-colonnes

L'ACP des profils-colonnes issue de l'AFC réalisée sur le tableau disjonctif complet de p variables conduit à l'analyse spectrale de la matrice $\bar{D}_r^{-1}$ symétrique et positive :

$$\bar{B}\bar{A} = \frac{1}{np} X\Delta^{-1}X' = \frac{1}{np} \sum_{j=1}^p X_j D_j^{-1} V_j$$

La matrice des vecteurs propre $\bar{D}_r^{-1}$ orthonormés vérifie :

$$\bar{U} = \bar{B}\bar{V}M^{-1/2}$$

La matrice des composantes principales s'écrit :

$$\bar{C}_c = p\Delta^{-1}\bar{V}M^{-1/2}$$

elle se décompose en blocs sous la forme :

$$\bar{C}_c = \begin{bmatrix} C_1 \\ \vdots \\ C_p \end{bmatrix}$$

Chaque bloc c_j , de dimension $c_j \times m$, fournit en lignes les coordonnées des modalités de la variable X_j permettant la représentation graphique simultanée.

AFC du tableau de Burt

Le tableau de Burt $B = X'X$, carré d'ordre c , étant symétrique, les profils-lignes et les profils-colonnes sont identiques ; on ne considère donc ici qu'un seul ACP.

En utilisant encore le tilde dans ce cas, les matrices usuelles de l'AFC deviennent :

$$\begin{aligned} \tilde{T} &= \beta \\ \tilde{D}_r &= \tilde{D}_c = \frac{1}{p} \Delta \tilde{D}_c; \\ \tilde{A} &= \tilde{B} = \frac{1}{np} \Delta^{-1} = \bar{A}\bar{B} \end{aligned}$$

L'ACP des profils-lignes (ou des profils-colonnes) issue de l'AFC réalisée sur le tableau de Burt associé à p variables qualitatives conduit à l'analyse spectrale de la matrice $\tilde{D}_c^{-1}$ symétrique et positive :

$$\tilde{A}\tilde{B} = [\bar{A}\bar{B}]^2$$

Elle admet pour matrice de vecteurs propres $\tilde{D}_c^{-1}$ orthonormé $\tilde{U} = \tilde{V} = \bar{V}$.

Les valeurs propres associées vérifient $v_k = \mu_k^2$.

La matrice des composantes principales s'écrit :

$$\tilde{C}_r = \tilde{C}_c = \bar{C}_c M^{1/2} = \begin{bmatrix} C_1 \\ \vdots \\ C_p \end{bmatrix} M^{1/2}$$

La matrice $\tilde{C}_r$ fournit les coordonnées permettant la représentation simultanée des modalités de toutes les variables (on ne peut pas faire de représentation des individus si l'on fait l'AFC du tableau de Burt).

Conclusion

La gestion de trésorerie est une fonction financière qui connaît une évolution ces dernières années. Le trésorier mis devant le fait accompli a les choix organisationnels par rapport au niveau de décentralisation au sein des groupes, contraintes techniques, juridiques et fiscales. (Evelyne Poincelot et Philippe Desbrières, 2015). La mauvaise gestion de trésorerie est une des questions centrales qui secoue

l'enseignement supérieur privé en Guinée. Bien que des efforts soient constatés en matière d'équilibre budgétaire, la couverture des charges de fonctionnement et d'investissement reste encore à désirer. Généralement ce sont des postes budgétaires des activités pédagogiques et de recherche qui sont affectées. En analysant les enjeux financiers et stratégiques de gestion de trésorerie des Institutions d'Enseignement Supérieur (IES) privées en Guinée, nous avons relevé les anomalies, élucidé cette notion et son importance dans l'atteinte de leur performance, et proposé des solutions pour leur développement. Les résultats de cette étude démontrent que les IES privées doivent diversifier leurs sources de financement basé sur les résultats, pour garantir une gestion saine et performante des ressources de leurs actions pédagogiques.

L'analyse des données de nos résultats montre dans un premier temps que la plupart des IES privées en Guinée qui ont une bonne pratique de gestion de trésorerie ont une meilleure performance financière. L'application au test de khi deux ($X^2 = 105,98$) montre qu'il existe une relation entre la pratique de gestion de trésorerie et la performance financière. La p-value de contingence ($C = 0,00$) montre que cette relation est forte.

Dans un deuxième temps, nos résultats démontrent que les IES privées qui ont pratiqué une bonne gestion de trésorerie ont obtenu de bonne performance non financière. L'application au test de khi deux ($X^2 = 106,49$) démontre qu'il existe un lien entre le fait de pratiquer une bonne gestion de trésorerie et une bonne performance non financière. Le p-value ($C = 0,00$) montre que ce lien est fort.

L'une des limites de cette étude est que nous n'avons pas abordé le cadre politique et réglementaire du pays favorable ou défavorable à la gestion de trésorerie et performance des IES privées en Guinée. D'autres études peuvent être consacrées à cette problématique pour faire avancer les réflexions sur l'impact positif en gestion de trésorerie et performance des IES privées en Guinée sur le développement socioéconomique des pays en développement

Références bibliographiques

- 1- Brealey, R.A., Myers, S. C., Allen, F. (2011). Principes de finance d'entreprise. 10ème Édition. McGraw-Hill Éducation.
- 2- Carr, C. T., & Hayes, R. A. (2015). Médias sociaux : Définir, développer et deviner. Journal atlantique de communication, 23, 46-65.
- 3- Cohen, L., et Manion, L. (1997). Méthodes de recherche en éducation. Londres : Routledge.
- 4- Hayek F. A (1976). Dénationalisation de la monnaie. Londres, Institut des affaires économiques, 1976 (ISBN 9780255360876).
- 5- Joseph E. Stiglitz et Gerald M. Meier (2001). Les frontières de l'économie du développement : l'avenir en perspective. Banque mondiale ; Oxford University Press, Washington, D.C., Oxford.
- 6- Kieschnick et Moussawi (2007). Gestion du fonds de roulement et richesse des actionnaires. Revue Européenne de Finance 17(5) : 1827-1852 DOI :10.1093/rof/rfs043.
- 7- Lawrence J. Gitman, Chad J. Zutter (2016). Principes de la finance managériale. 14e édition. Pearson Education. 936 pages.
- 8- M. Deloof et M. Jegers (1999). Crédit fournisseur, groupes d'entreprises et le financement des entreprises belges. Journal des Finances et Comptabilité des Entreprises, Vol. 26, No.7, pp. 945-966. DOI : 10.1111/1468-5957.00281.
- 9- Melyan Mendy (2021). Politique de financement et gouvernance des universités publiques sénégalaises : vers un nouveau paradigme ? Journal de l'enseignement supérieur en Afrique 19(1) DOI :10.57054/jhea.v19i1.1892. Université de Ziguinchor.
- 10- Michel Laurent et Michel Guillon (2004). La gestion financière des établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Agence de Mutualisation des Universités et Établissements. VADE-MECUM.
- 11- Nadège Bouquin (1997). Financement et budget des Universités : où en est-on ? Pages 141 à 191.
- 12- Pascal H. Dannon et Frédéric Lobez (2014). La régulation bancaire dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine est-elle efficace ? CAIRN.INFO. Revue d'économie financière. Pages 279 à 304.
- 13- Evelyn Poincelot et Philippe Desbrières (2015). Gestion de trésorerie. Éditions EMS, 232 pages.
- 14- Van Deventer, D. R. (2010). Gestion avancée des risques financiers : outils et techniques pour une gestion intégrée du risque de crédit et du risque de taux d'intérêt.
- 15- Yao Messah Kounetsron (2016). Importance et rôles du contrôle de gestion dans une Université publique : une étude de cas. Comptabilité et gouvernance, Clermont-Ferrand, France. pp.cd-rom. hal-01900539.
- 16- Zvi Bodie, Robert C. Merton (1998). Finance. Edition Hall Upper Saddle River, N.J, 442 pages.